



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du pilotage
et de l'Animation Interministérielle**

Arrêté n° 41/2026/ENV du 24 MARS 2026

**autorisant la restitution des sommes versées antérieurement à la Caisse des Dépôts et des
Consignations à la société GRANDIDIER située sur la commune de REHAINCOURT**

**Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- Vu la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à la loi industrie verte ;
- Vu le décret d'application n° 2024-742 du 06 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement et notamment son article 64 ;
- Vu le décret du Président de la République du 10 novembre 2025 portant nomination de M. Blaise GOURTAY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2025 portant délégation de signature à Madame Anne CARLI, secrétaire générale de la préfecture des Vosges, sous-préfète de l'arrondissement d'EPINAL ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 512-31 et R. 512-33 ;
- Vu l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 807/2000 du 17 avril 2000 modifié, autorisant les établissements GRANDIDIER à étendre l'installation de collecte, tri, transit et regroupement de déchets dangereux, située sur le territoire de la commune de REHAINCOURT ;
- Vu le courrier du 29 décembre 2025 de la société GRANDIDIER sollicitant auprès de la préfecture des Vosges la déconsignation du montant des garanties financières mise en consignation auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations pour les installations relevant de son activité ;
- Vu les documents annexés à cette demande ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 février 2026 ;
- Vu le projet d'arrêté transmis à la société GRANDIDIER, en date du 04 mars 2026 ;

Considérant que la société GRANDIDIER n'a pas émis d'observations au projet d'arrêté ;

Considérant que la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 et l'article 64 du décret d'application n° 2024-742 du 06 juillet 2024, relatifs à l'industrie verte ont supprimé l'obligation de constitution de garanties financières pour la société GRANDIDIER

(exploitant une installation mentionnée au 5° du R. 516-1, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur entreprise relevant de l'ex 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement) ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 :

La société GRANDIDIER dont le siège social et le site d'exploitation sont situés 1 route de Moriville à REHAINCOURT (88330) est tenue de respecter les prescriptions complémentaires du présent arrêté.

Article 2 :

La société GRANDIDIER est autorisée à déconsigner la totalité des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations, sous les références suivantes :

- Récépissé n° 2529054754 du 01 juillet 2014 pour un montant de 19 921,60 euros versé le 30 juin 2014 ;
- Récépissé n° 2532402995 du 16 juillet 2015 pour un montant de 9 960,80 euros versé le 13 juillet 2015 ;

Pour une somme totale de 29 882,40 euros.

Article 3 :

La société GRANDIDIER dont le siège social et le site d'exploitation sont situés 1 route de Moriville à REHAINCOURT (88330) est bénéficiaire des fonds déconsignés.

ARTICLES D'EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, l'inspection des installations classées de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Vosges (UD-DREAL) et le maire de REHAINCOURT sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GRANDIDIER, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges et affiché en mairie de REHAINCOURT.

Fait à Épinal, le 24 MARS 2026

Le préfet,
Par délégation, La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale
Anne CARLI

Délais et voies de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités fixées à l'article R. 181-50 du code de l'environnement.